

LA SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO (SÉO)

ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2021

LA SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO (SÉO)

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Rapport de l'auditeur indépendant	1
État des résultats et de l'évolution de l'actif net	4
État de la situation financière	5
État des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires	7
Renseignements complémentaires	16

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs
La Société Économique de l'Ontario (SÉO)

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de La Société Économique de l'Ontario (SÉO) (l'« organisme »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2021, et les états des résultats et de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2021, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion avec réserve

L'organisme comptabilise les dépenses en immobilisations ainsi que les produits de subventions et de contributions afférents à ces immobilisations au résultat de l'exercice au cours duquel ces opérations surviennent. Ces traitements comptables constituent des dérogations aux normes comptables canadienne pour les organismes sans but lucratif. Les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exigent que les dépenses en immobilisations soient comptabilisées au coût dans l'état de la situation financière et amorties sur leur durée de vie utile et que les subventions et contributions afférentes soient reportées et comptabilisées en produits selon la même méthode que celle utilisée pour l'amortissement des immobilisations acquises. Bien que les incidences des dérogations n'entraînent pas de surévaluation ni de sous-évaluation du résultat et de l'actif net, celles-ci entraînent toutefois les anomalies de présentation suivantes : en ce qui concerne l'état des résultats, une sous-évaluation des produits liés aux apports afférents aux immobilisations et de la charge d'amortissement des immobilisations de 12 642 \$ (2020 : 9 882 \$) et une surévaluation de la charge d'achat d'immobilisations corporelles et du produit de contribution de fonctionnement de 18 762 \$ (2020 : 15 717 \$), en ce qui concerne l'état de la situation financière, une sous-évaluation des immobilisations et des apports reportés afférents aux immobilisations de 17 747 \$ (2020 : 11 627 \$). Nous attirons l'attention sur le fait que nous avons également exprimé une opinion modifiée sur les états financiers de l'exercice clos le 31 mars 2020 pour les raisons expliquées ci-dessus.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Marcil Lavallée

OTTAWA
400-1420 place Blair Towers Place
Ottawa ON K1J 9L8
T 613 745-8387
F 613 745-9584

Marcil-Lavallee.ca
Comptables professionnels agréés
Chartered Professional Accountants

Cabinet indépendant affilié à
Independent firm affiliated to



Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

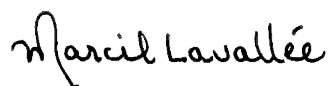
- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la Loi sur les personnes morales de l'Ontario, nous déclarons qu'à notre avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.



Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

Ottawa (Ontario)
Le 22 juin 2021

LA SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO (SÉO)

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2021

4

	2021	2020
PRODUITS		
Subventions, contributions et apports pour projets spéciaux (annexe A)	2 304 002 \$	1 197 534 \$
Contribution de fonctionnement - Emploi et développement social Canada (EDSC)	1 897 263	2 077 894
Autres activités	88 441	19 098
	4 289 706	3 294 526
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Salaires et avantages sociaux	1 589 596	1 393 661
Frais de bureau	150 092	153 996
Loyer	127 756	149 220
Autres activités connexes	51 176	22 898
Charges liées au conseil d'administration	48 850	38 450
Télécommunications	38 409	31 022
Frais de réunions et de déplacement	21 862	233 813
Achat d'immobilisations corporelles	18 762	15 717
Assurances	7 409	7 748
Honoraires et services professionnels	82 965	95 587
Intérêts et frais de service	6 962	8 390
Frais de fonctionnement imputés aux projets spéciaux	(147 359)	(12 000)
	1 996 480	2 138 502
CHARGES - PROJETS SPÉCIAUX (annexe A)	2 200 182	1 201 976
	4 196 662	3 340 478
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	93 044	(45 952)
ACTIF NET AU DÉBUT	102 680	148 632
ACTIF NET À LA FIN	195 724 \$	102 680 \$

LA SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO (SÉO)

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

31 MARS 2021

5

	2021	2020
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	659 620 \$	189 567 \$
Subventions, contributions et autres apports à recevoir (note 3)	476 696	239 042
Débiteurs (note 4)	178 539	108 700
Frais payés d'avance	25 979	21 748
	1 340 834 \$	559 057 \$
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs et frais courus (note 6)	362 449 \$	254 134 \$
Subventions et contributions à rembourser	6 733	6 733
Subventions, contributions et autres apports reportés (note 7)	775 928	195 510
	1 145 110	456 377
ACTIF NET		
Non affecté	195 724	102 680
	1 340 834 \$	559 057 \$

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



_____, administrateur



_____, administrateur

LA SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO (SÉO)

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2021

6

	2021	2020
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	93 044 \$	(45 952) \$
Variation nette des éléments hors trésorerie liés au fonctionnement :		
Subventions, contributions et autres apports à recevoir	(237 654)	(169 929)
Débiteurs	(69 839)	(7 371)
Frais payés d'avance	(4 231)	53 955
Créditeurs et frais courus	108 315	(4 214)
Subventions et contributions à rembourser	-	(6 108)
Subventions, contributions et autres apports reportés	580 418	73 769
	377 009	(59 898)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	470 053	(105 850)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	189 567	295 417
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	659 620 \$	189 567 \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société Économique de l'Ontario (SÉO), ci-après « l'organisme », est une société sans capital-actions, constituée en vertu de la Loi sur les personnes morales de l'Ontario. L'organisme est dirigé par un conseil d'administration représentant les trois grandes régions de l'Ontario, soit l'Est, le Nord et le Centre-Sud-Ouest.

L'organisme a pour mission de promouvoir le développement économique et l'employabilité au sein de la communauté francophone de l'Ontario. Il favorise l'échange d'information et facilite l'émergence de partenariats entre les intervenants. L'organisme collabore à titre de membre du Comité national de développement économique et d'employabilité par l'entremise du volet RDÉE Canada. La direction générale de la SÉO est basée à Ottawa. La SÉO utilise des agents couvrant tout l'Ontario.

En tant qu'organisme sans but lucratif, l'organisme est exonéré d'impôt en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

L'organisme applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la Partie III du Manuel de CPA Canada – Comptabilité.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés.

Apport à recevoir

Un apport à recevoir est comptabilisé en actif lorsque le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que la réception finale du montant est raisonnablement assurée.

Constatation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les subventions, contributions et autres apports. Les subventions, contributions et autres apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées lorsque le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les produits tirés des autres activités sont constatés lorsque les activités ont lieu, pourvu que le montant puisse faire l'objet d'une estimation raisonnable et que l'encaissement soit raisonnablement assuré.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Services reçus à titre bénévole

L'organisme ne pourrait exercer ses activités sans les services qu'il reçoit de nombreux bénévoles qui lui consacrent un nombre d'heures considérable. En raison de la complexité inhérente à la compilation de ces heures et à la détermination de leur juste valeur, les services reçus à titre bénévole ne sont pas constatés dans les états financiers.

Ventilation des charges

L'organisme ventile une partie de ses charges de fonctionnement selon des clés de répartition qu'il juge adaptées à chaque type de charge qu'il utilise et avec constance année après année. Les clés de répartition utilisées pour ventiler une partie des charges de fonctionnement aux projets spéciaux sont les suivantes :

- Salaires et avantages sociaux - selon le temps consacré à chaque projet ou en fonction du budget approuvé à l'accord de contribution et subvention, lequel est établi en fonction des besoins réels de l'organisme pour chaque projet.
- Loyer et frais d'administration - selon le budget approuvé à l'accord de contribution et subvention, lequel est établi en fonction des besoins réels de l'organisme pour chaque projet.

Présentation de l'organisme contrôlé

L'organisme sans but lucratif, Les Sociétés Vice Versa, qui est contrôlé par la SÉO, n'est pas consolidé dans les états financiers de la SÉO.

La SÉO a choisi de ne pas consolider l'organisme contrôlé. Les informations concernant les ressources de cet organisme contrôlé sont décrites à la note 14.

Immobilisations corporelles

L'organisme a comme politique de comptabiliser en charges au cours de l'exercice les acquisitions d'immobilisations corporelles lorsqu'elles sont financées par des subventions et contributions gouvernementales.

LA SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO (SÉO)

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2021

9

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers

Évaluation initiale et ultérieure

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans les conditions de concurrence normale.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des subventions, contributions et autres apports à recevoir ainsi que des débiteurs.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs et frais courus ainsi que des subventions et contributions à rembourser.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

3. SUBVENTIONS, CONTRIBUTIONS ET AUTRES APPORTS À RECEVOIR

	2021	2020
Programme de Réactivation Économique - Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	294 309 \$	- \$
Projet « Carrielles » - La Société de recherche sociale appliquée	83 695	139 760
Société économique de l'Ontario - Employabilité et immigration - Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada	66 556	60 077
Route touristique Champlain de l'Ontario - Phase V - Ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport de l'Ontario	29 650	19 726
Autres	2 486	-
Intermédiaire francophone à Thunder Bay - Institut des politiques du Nord	-	19 479
	476 696 \$	239 042 \$

LA SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO (SÉO)

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2021

10

4. DÉBITEURS

	2021	2020
Comptes clients et autres	103 288 \$	3 460 \$
Taxes de vente harmonisée à recevoir	74 919	98 955
Comptes à recevoir d'un organisme contrôlé, sans intérêt	332	6 285
	178 539 \$	108 700 \$

5. EMPRUNT BANCAIRE

L'organisme dispose d'une marge de crédit autorisée de 200 000 \$ renouvelable annuellement au taux préférentiel plus 2 %. Cette marge est garantie par une convention de sûreté générale portant sur tous les actifs présents et futurs de l'organisme. Cette marge de crédit est inutilisée au 31 mars 2021 (2020 : 0 \$).

6. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

	2021	2020
Fournisseurs et frais courus	354 889 \$	249 742 \$
Sommes à remettre à l'État	7 560	4 392
	362 449 \$	254 134 \$

LA SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO (SÉO)

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2021

11

7. SUBVENTIONS, CONTRIBUTIONS ET AUTRES APPORTS REPORTÉS

Les subventions, contributions et autres apports reportés représentent des sommes reçues pour des activités devant se poursuivre au cours du prochain exercice et se détaillent comme suit :

	2021	2020
Fonctionnement - EDSC	415 624 \$	162 788 \$
JeunInno - Fondation Trillium de l'Ontario	112 479	-
Programme de relance marketing DC-DO 21-22	90 000	-
Programme canadien de maintien du personnel et du recrutement axé sur la diversité - EDSC	76 201	-
Programme de relance du tourisme francophone dans le Sud-Ouest de l'Ontario - Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	42 060	-
Soutien aux titulaires d'un Permis Vacances Travail - Consulat général de France	22 441	29 197
Réseau « M » - Apports	3 525	3 525
Autres	13 598	-
	775 928 \$	195 510 \$

Les variations des subventions, contributions et autres apports reportés se détaillent comme suit :

	2021	2020
Solde au début	195 510 \$	121 741 \$
Plus : montant octroyé au cours de l'exercice	4 781 683	3 349 197
Moins : montant constaté à titre de produits de l'exercice	(4 201 265)	(3 275 428)
Solde à la fin	775 928 \$	195 510 \$

LA SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO (SÉO)

NOTES COMPLÉMENTAIRE

31 MARS 2021

12

8. VENTILATION DES CHARGES

Les montants de charges pour les salaires et les avantages sociaux, les frais de loyer et les frais d'administration ont été répartis aux charges de projets spéciaux de la façon suivante :

	Salaires et avantages sociaux		Loyer		Frais d'administration	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Programme de Réactivation Économique	641 216 \$	- \$	- \$	- \$	16 826 \$	- \$
Société économique de l'Ontario – Employabilité et immigration – Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada	404 769	443 321	49 996	44 138	1 298	-
Projet « Carielles »	308 694	163 982	9 978	4 471	11 497	-
Route touristique Champlain de l'Ontario – Phase V	24 284	-	-	-	5 380	-
Jeulnno	21 069	-	-	-	-	-
Programme de reconnaissance des titres de compétences étrangers	-	130 670	-	-	-	-
Intermédiaire francophone à Thunder Bay	-	23 956	-	1 658	-	-
	1 400 032 \$	761 929 \$	59 974 \$	50 267 \$	35 001 \$	- \$

9. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un actif financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'organisme à subir une perte financière. Le risque de crédit pour l'organisme est principalement lié aux débiteurs.

L'organisme consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Il effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances, lesquelles, une fois matérialisées, respectent les prévisions de la direction. L'organisme n'exige généralement pas de caution. Environ 74% du total des comptes clients sont à recevoir de deux organismes importants. L'organisme évalue qu'aucun risque important ne découle de cette situation.

10. DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

La viabilité de l'organisme dépend principalement de subventions et contributions gouvernementales. La direction prévoit que l'organisme continuera à recevoir des subventions et contributions au cours du prochain exercice ainsi qu'au cours des années à venir, ce qui devrait lui permettre de poursuivre ses activités dans un avenir prévisible.

11. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Les engagements pris par l'organisme en vertu de baux totalisent 147 700 \$ et les versements estimatifs à effectuer au cours des trois prochains exercices sont les suivants :

2022	66 200 \$
2023	48 600 \$
2024	32 900 \$

12. ÉVENTUALITÉS

Montants octroyés en vertu d'ententes

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme signe des ententes en vertu desquelles des montants lui sont octroyés pour l'exécution de projets qui sont assujettis à des restrictions qui régissent l'utilisation des fonds. Les bailleurs de fonds peuvent effectuer un audit des registres comptables de l'organisme pour s'assurer du respect de ces modalités. Dans l'éventualité où des montants pourraient faire l'objet d'un remboursement aux bailleurs de fonds, les ajustements nécessaires seront affectés à l'exercice au cours duquel ils seront constatés.

12. ÉVENTUALITÉS (suite)

Lettre de crédit

L'organisme a accordé une lettre de garantie d'un montant de 23 482 \$ pour la location d'espaces de bureaux. Ce montant est octroyé en diminution du montant autorisé de la marge de crédit à la note 5. S'il y avait obligation d'acquitter une réclamation concernant cette garantie, la perte qui en résulterait serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

13. PANDÉMIE DU CORONAVIRUS

La pandémie du coronavirus (COVID-19) est répandue à travers le monde et affecte l'ensemble des activités économiques. Les conditions liées au coronavirus évoluent rapidement et les autorités gouvernementales ont mis en place des mesures d'urgence afin d'atténuer la propagation du virus. Les impacts financiers sur l'organisme dépendent du déroulement futur des événements, notamment la durée des interruptions et des restrictions commerciales imposées par le gouvernement, la progression du programme de vaccination auprès de la population et l'efficacité des mesures prises au Canada et dans d'autres pays pour combattre le virus. Ces événements sont hautement incertains et l'organisme n'est pas en mesure d'évaluer les impacts finaux qu'ils auront sur ses résultats financiers.

14. ENTITÉ CONTRÔLÉE

Les Sociétés Vice Versa

L'organisme sans but lucratif Les Sociétés Vice Versa est contrôlé par la SÉO étant donné qu'il a la même direction et que tous les membres de son conseil d'administration siègent également au conseil d'administration de la SÉO.

Les Sociétés Vice Versa est un organisme sans but lucratif créé en vertu de la Loi canadienne sur les organismes à but non lucratif. Il a pour mission de fournir des ressources et des outils linguistiques aux communautés francophones. Les services fournis incluent la traduction de documents, l'interprétation simultanée, la location d'équipement audio ainsi que l'organisation d'événements. Il est prévu qu'une partie des excédents d'encaisse générés par l'organisme sera redistribuée à la SÉO pour soutenir sa mission ou à d'autres organismes sans but lucratif.

LA SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO (SÉO)

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2021

15

14. ENTITÉ CONTRÔLÉE (suite)

Les états financiers non audités de l'organisme n'ont pas été consolidés dans les états financiers de la SÉO mais ils sont disponibles sur demande. Les états financiers condensés non audités de l'organisme au 31 mars 2021 présentent les données suivantes :

	2021	2020
Actif		
Total des actifs	135 663 \$	70 902 \$
Passif		
Total des passifs	74 194 \$	46 470 \$
Actif net		
Actif net	61 469	24 432
	135 663 \$	70 902 \$
Résultats		
Total des produits	162 447 \$	84 326 \$
Total des charges	125 410	90 716
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	37 037 \$	(6 390) \$
Flux de trésorerie		
Activités de fonctionnement	39 285 \$	(8 323) \$
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	39 285 \$	(8 323) \$

Les opérations avec l'entité Les Sociétés Vice Versa se détaillent comme suit :

	2021	2020
Achat de services	31 709 \$	12 375 \$

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont évaluées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

LA SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO (SÉO)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2021

16

ANNEXE A - SOMMAIRE DES PRODUITS ET DES CHARGES PAR PROJETS SPÉCIAUX

	2021			2020		
	Produits ⁽¹⁾	Charges	Excédent	Produits ⁽¹⁾	Charges	Insuffisance
Programme de Réactivation Économique - Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	965 198 \$	965 198 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Société économique de l'Ontario - Employabilité et immigration						
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada	521 220	521 220	-	529 456	529 456	-
Projet Carrielles - La Société de recherche sociale appliquée	435 614	435 614	-	215 602	215 759	(157)
Route touristique Champlain de l'Ontario - Phase V - Ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport de l'Ontario	149 650	149 650	-	99 726	99 726	-
Projet d'incubateur francophone de Hamilton - Centre de santé communautaire Hamilton/Niagara	102 212	5 197	97 015	-	-	-
Programme de relance du tourisme francophone dans le Sud-Ouest de l'Ontario - Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	57 940	57 940	-	-	-	-
JeunInno - Fondation Trillium de l'Ontario	30 121	30 121	-	-	-	-
Programme canadien de maintien du personnel et du recrutement axé sur la diversité - EDSC	3 799	3 799	-	-	-	-
Autres	38 248	31 443	6 805	-	-	-
Programme de reconnaissance des titres de compétences étrangers - EDSC	-	-	-	287 156	287 156	-
Intermédiaire francophone à Thunder Bay - Institut des politiques du Nord	-	-	-	26 730	26 730	-
Destination Canada - entente de services	-	-	-	24 310	27 670	(3 360)
Certification GrowthWheel - Appui aux entreprises	-	-	-	10 604	11 529	(925)
Forum économique des Amériques	-	-	-	3 950	3 950	-
	2 304 002 \$	2 200 182 \$	103 820 \$	1 197 534 \$	1 201 976 \$	(4 442) \$

⁽¹⁾ Ces produits incluent les subventions, contributions et autres apports.